

Audience publique du 13 octobre 2020

Recours formé par
la société à responsabilité limitée ... SARL, ...,
contre deux décisions du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines
en matière d'amende administrative

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 43561 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 17 septembre 2019 par Maître Jean-Philippe LAHORGUE, avocat à la Cour, assisté de Maître Rui VALENTE, avocat, tous les deux inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société à responsabilité limitée ... SARL, établie et ayant son siège social à L-..., inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro ..., représentée par son gérant alors en fonctions, tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation d'une décision du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines du 18 mars 2019 lui ayant infligé une amende administrative de 25.000 euros, ainsi que de la décision directoriale du 17 juin 2019 ayant confirmé ladite amende ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 3 décembre 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame le délégué du gouvernement Hélène MASSARD en sa plaidoirie à l'audience publique du 23 septembre 2020.

Le 19 février 2019 dans le cadre d'un chantier à ..., l'Inspection du Travail et des Mines, dénommée ci-après l'« ITM », constata plusieurs infractions à la législation sur la sécurité et la santé au travail à l'égard de la société à responsabilité limitée ... SARL, dénommée ci-après « la société ... », irrégularités ayant obligé les inspecteurs de l'ITM sur place à prononcer oralement la fermeture dudit chantier.

Par un courrier recommandé adressé à la société ... en date du 20 février 2019 et réceptionné par cette dernière le 25 février 2019, le directeur de l'ITM, ci-après dénommé le « directeur », confirma la fermeture du chantier telle qu'elle fut ordonnée la veille par les agents de l'ITM sur base des constatations effectuées lors du contrôle du chantier litigieux, sauf pour les activités en vue de la remise en état pour assurer la sécurité et la santé des travailleurs et enjoignit à la société ... de procéder à la mise en conformité du chantier sans délai. Ce courrier conclut comme suit :

« [...] A noter que ces infractions constituent également une infraction aux dispositions :

- de l'article L.312-1 du Code du travail, et ;
- de l'article L.312-2 paragraphe (1) du Code du travail ;

L'article L.312-1 alinéa 1^{er} du Code du travail dispose que « L'employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail ».

L'article L.312-2 (1) du Code du travail dispose que « Dans le cadre de ses responsabilités, l'employeur prend les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires. L'employeur doit veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes. »

Par conséquent, vu que ces faits et infractions mettent en danger la sécurité et la santé des salariés et après avoir entendu l'employeur et le maître d'ouvrage, Monsieur ..., en ses observations, nous vous sommons par la présente d'instaurer sans délai les mesures d'urgences nécessaires afin de régulariser ces faits et infractions précitées et d'assurer la sécurité et la santé des salariés sur votre chantier, sis à

Ces irrégularités et insuffisances constituent un danger grave et imminent pour la sécurité de vos salariés, à savoir :

- Monsieur ..., né le ... ;
- Monsieur ..., né le

Par conséquent et conformément à l'article L.614-8 du Code du travail, nous ordonnons par la présente la fermeture du chantier précité sauf les activités en vue de la remise en état pour assurer la sécurité et la santé des salariés.

La présente décision est prise sur base des articles L.614-6 et L.614-8 du Code du travail.

A noter que la fermeture du chantier prononcée conformément l'article L.614-8 du Code du travail est maintenue aussi longtemps que la disparition du danger ou des risques de danger a été constatée par un membre de la direction ou un des inspecteurs en chef du travail.

Tout manquement de votre part de vous y conformer risque de vous exposer aux mesures et sanctions administratives prévues à l'article L.614-13 du même Code qui dispose que : « En cas de non-respect endéans le délai imparti, des injonctions du directeur ou des membres de l'inspection du travail, dument notifiées par écrit, conformément aux articles L.614-4 à L.614-6 et L.614-8 à L.614-11, le directeur de l'Inspection du travail et des mines est en droit d'infliger à l'employeur, à son délégué ou au salarié une amende administrative dont le montant est fixé entre 25 euros et 25.000 euros.»

A noter également qu'en vertu de l'article L.314-4 du Code du travail, toute infraction aux dispositions des articles L.312-1 à L.312-5, L.312-8 et L.314-2, des règlements et des

arrêtés pris en leur exécution est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement. [...] ».

Il ressort d'un rapport du contrôle du chantier litigieux du 28 février 2019 dressé par deux agents de l'ITM qu'il a été « [...] constaté que :

- 1. les travaux de construction de cloisons intérieures ont été poursuivis,*
- 2. le décoffrage de la dalle sous toiture a été exécuté,*
- 3. le coffrage d'un escalier menant du niveau rez-de-chaussée vers l'étage sous toiture a été entamé,*
- 4. le voligeage de la toiture a été exécuté,*
- 5. la pose de gouttières et le recouvrement de la toiture en zinc étaient en cours d'exécution,*
- 6. la pose de plaques isolantes en polystyrène gris sur les façades latérales et la façade frontale a été exécuté,*
- 7. l'installation électrique n'a pas été vérifiée et mise en état suivant les règles de l'art par une personne compétente,*
- 8. l'échafaudage n'a pas été remis en état, notamment le long de la façade postérieure où le plancher de travail de l'échafaudage a été caché moyennant une bâche et le rapport de vérification par une personne compétente faisait défaut. ».*

Par une décision du 18 mars 2019, notifiée à l'intéressée par courrier recommandé réceptionné le 21 mars 2019, le directeur infligea à la société ... une amende administrative de 25.000 euros aux motifs suivants :

« [...] Vu l'article L614-13 du Code du travail ;

Vu l'injonction du 20 février 2019 qui a été établie à l'encontre de la société ... SARL, sise à L-..., en qualité d'employeur, conformément aux articles L.614-6 et L.614-8 du Code du travail par ..., Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Vu l'injonction du 20 février 2019 qui a été établie à rencontre de Monsieur ..., domicilié à L-..., en qualité de maître d'ouvrage, conformément aux dispositions des articles 3, 5 et 6 du règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles et conformément aux articles L.614-4, L.614-6 et L.614-8 du Code du travail par ..., Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Vu le rapport de contrôle de chantier du 28 février 2019 établi par ..., inspecteur principal du travail et ..., agent de l'inspection du travail et des mines;

Attendu que la société ... SARL, sise à L-..., en qualité d'employeur, n'a pas respecté la fermeture du lieu de travail situé à ..., qui a été prononcée oralement le 19 février 2019 par les membres de l'inspection du travail ... et ... et n'a pas respecté l'injonction du 20 février 2019 du Directeur de l'inspection du travail et des mines lui imposant la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L.614-8 du Code du travail;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de mettre à disposition des salariés un local pour la prise des repas ou de fournir d'autres facilités pour prendre les repas dans des conditions satisfaisantes, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire installer une armoire électrique de chantier, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de ne pas brancher des rallonges et des équipements de travail (scie circulaire et meuleuse d'angle) au réseau électrique existant avant une sécurisation correcte du réseau électrique, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de mettre en place des garde-corps solides et comportant au moins une plinthe de butée, une lisse intermédiaire et une lisse supérieure, espacées de 47 cm maximum, pour prévenir les risques et dangers de chutes de hauteur, notamment pour les travaux de toiture, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que lors du recontrôle du 28 février 2019, ..., inspecteur principal du travail et ..., agent de l'Inspection du travail et des mines, ont constaté que les salariés ..., né le ..., et ..., né le ..., ont travaillé sur la toiture du lieu de travail situé à ... sans les protections de chutes de hauteur réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis, avant de continuer les travaux de toiture, de mettre en place les protections collectives, à savoir, des échafaudages de recueil, muni d'un garde-corps d'au moins 1,50m de hauteur et des protections latérales le long des pignons de toit, et de mettre en place sur l'échafaudage un filet de recueil adapté, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de mettre en conformité l'échafaudage, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire contrôler l'échafaudage par une personne compétente, d'établir le procès-verbal de contrôle et de l'afficher de manière visible sur l'échafaudage, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le nom et le certificat de formation des salariés qui vont réaliser les travaux de montage ou démontage de l'échafaudage, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines la preuve que les échelles non conformes constatées sur le chantier ont été enlevées du chantier et ont été rendus inutilisables, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'inspection du travail et des mines le plan de démolition contenant une étude préalable de l'ouvrage à démolir et les précautions, méthodes et procédures appropriés afin d'éviter la chute de personnes et de matériaux, l'écroulement inopiné de parties de la construction en cours de démolition et les dangers inhérents liés au matériel de démolition, notamment en présence de matériaux contenant de l'amiante ou dégageant des poussières nocives, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le résultat de l'analyse établi par une personne possédant les qualifications requises portant sur les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante constatés sur le chantier, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines la preuve que les poutrelles en bois se trouvant dans un état vétuste, détérioré et fissuré ont été rendus inutilisables, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'inspection du travail et des mines la preuve de la mise à disposition aux salariés des équipements de protection individuelle adéquats, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le plan de travail pour le démontage des plaques en amiante-ciment, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines les noms des salariés ayant procédé à l'enlèvement des plaques en amiante-ciment sur l'ancienne toiture et la preuve que ces salariés ont reçu une formation adéquate pour l'exécution de ces travaux, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que suite au recontrôle effectué en date du 28 février 2019 sur le chantier sis à ..., l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que les travaux; notamment les travaux de construction de cloisons intérieures, de décoffrage de la dalle sous toiture, de coffrage d'un escalier menant du niveau rez-de-chaussée vers l'étage sous toiture, de voligeage de la toiture, de pose de gouttières, de recouvrement de la toiture en zinc et de pose de plaques isolantes en polystyrène gris sur les façades latérales et la façade frontale; ont été poursuivis depuis le 20 février 2019 malgré la fermeture du lieu de travail situé à ... qui a été prononcée oralement le 19 février 2019 par les membres de l'inspectorat du travail ... et ..., et malgré l'injonction du 20 février 2019 du Directeur de l'Inspection du travail et des mines imposant à la société ... SARL, préqualifiée, la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L.614-8 du Code du travail;

Que les salariés ..., né le ..., ..., né le ..., et ..., né le ..., travaillant sur le lieu de travail situé à ... lors du recontrôle effectué en date du 28 février 2019, ont confirmé être occupés comme salariés par la société ... SARL, préqualifiée;

Que le salarié ..., né le ..., a reconnu avoir travaillé sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 28 février 2019;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé avoir procédé à la pose des panneaux de zinc sur la toiture et qu'il occupe le poste de maçon auprès de l'entreprise précité et non un poste de couvreur de toiture;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé ne pas avoir été informé de la part de l'employeur qu'une fermeture du lieu de travail situé à ... a été ordonnée par le Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Que le salarié ..., né le ..., a reconnu avoir travaillé sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 28 février 2019;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé avoir procédé à la pose des panneaux de zinc sur la toiture et la pose de gouttières;

Que le salarié ..., né le ..., a reconnu avoir travaillé sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 28 février 2019;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé avoir procédé au décoffrage de la dalle, avoir poursuivi la pose des bancs de fenêtres et la construction des murs intérieurs, avoir confectionné le coffrage de l'escalier menant du niveau rez-de-chaussée vers l'étage sous toiture ;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé que le salarié ..., né le ..., a également continué à travailler sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 27 février 2019 ;

Que la société ... SARL, préqualifiée, n'a pas pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et santé des salariés et plus particulièrement pour prévenir les chutes de hauteur sur la toiture, telles que indiquées et requises par l'injonction du 20 février 2019 et n'a pas respecté la fermeture du lieu de travail situé à ... qui a été prononcée oralement le 19 février 2019 par les membres de l'inspection du travail ... et ... et n'a pas respecté l'injonction du 20 février 2019 du Directeur de l'Inspection du travail et des mines lui imposant la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L.614-8 du Code du travail ;

décide :

Art. 1^{er}

D'infliger une amende administrative de 25.000 euros à la société ... SARL, sise à L-..., en qualité d'employeur, pour avoir omis de donner des suites et de prendre les mesures requises endéans le délai imparti à l'injonction qui lui a été notifiée en date du 20 février 2019 qui a été établie conformément à l'article L.614-8 du Code du travail par le Directeur de l'Inspection du travail et des mines, pour n'avoir pas respecté la fermeture du Heu de travail situé à ... qui a été prononcée oralement le 19 février 2019 par les membres de l'inspection du travail ... et ... et pour n'avoir pas respecté l'injonction [du] 20 février 2019 du Directeur de l'Inspection du travail et des mines lui imposant la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L614-8 du Code du travail. [...] ».

Par un courrier du 25 mars 2019, le directeur accusa réception de plusieurs pièces et documents ayant trait au chantier litigieux de la part de la société ... et ordonna la main levée de la fermeture de chantier avec effet immédiat.

En date du 1^{er} avril 2019, la société ..., tout en communiquant à nouveau plusieurs documents relatifs au chantier litigieux, forma opposition à l'encontre de la décision précitée du directeur du 18 mars 2019 lui ayant infligée une amende administrative de 25.000 euros.

Par une décision du 17 juin 2019, notifiée à l'intéressée par courrier recommandé réceptionné le 18 juin 2019, le directeur confirma sa décision en les termes suivants :

« [...] Vu l'article L.614-13 du Code du travail ;

Vu l'injonction du 20 février 2019 qui a été établie à l'encontre de la société ... SARL, sise à L-..., en qualité d'employeur, conformément aux articles L.614-6 et L.614-8 du Code du travail par ..., Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Vu l'injonction du 20 février 2019 qui a été établie à l'encontre de Monsieur ..., domicilié à L-..., en qualité de maître d'ouvrage, conformément aux dispositions des articles 3, 5 et 6 du règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles et conformément aux articles L.614-4, L.614-6 et L.614-8 du Code du travail par ..., Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Vu le rapport de contrôle de chantier du 28 février 2019 établi par ..., inspecteur principal du travail et ..., agent de l'inspection du travail et des mines;

Vu la décision du 18 mars 2019 du Directeur de l'Inspection du travail et des mines d'infliger une amende administrative « ... » de 25.000 euros à la société ... SARL, sise à L-..., en qualité d'employeur, pour avoir omis de donner des suites et de prendre les mesures requises endéans le délai imparti par l'injonction du 20 février 2019 qui a été notifiée conformément à l'article L.614-8 du Code du travail par le Directeur de l'Inspection du travail et des mines, pour ne pas avoir respecté la fermeture du lieu de travail du 19 février 2019 qui a été prononcée oralement par ..., inspecteur principal du travail et ..., inspecteur principal du travail et pour ne pas avoir respecté l'injonction du 20 février 2019 du Directeur de l'inspection du travail et des mines lui imposant la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L.614-8 du Code du travail;

Vu l'opposition du 1^{er} avril 2019 contre ladite décision du Directeur de l'Inspection du travail et des mines, qui a été notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et par courriel par Maître Rui VALENTE, Avocat à la Cour et conseil de la société ... SARL, préqualifiée et qui a été reçue par l'Inspection du travail et des mines en date du 4 avril 2019;

Que l'opposition du 1^{er} avril 2019 contre la décision du Directeur de l'Inspection du travail et des mines a été régulièrement notifiée endéans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de l'amende administrative;

Que Maître Rui VALENTE indique qu'en date du 14 mars 2019, la société ... a dressé un compte-rendu de la visite qui a lieu le même jour;

Que Maître Rui VALENTE indique qu'il ressort du compte-rendu précité que le chantier a été complètement nettoyé, et que les matériaux ont été triés par famille;

Que Maître Rui VALENTE indique que les équipements sanitaires sont entre-temps également présents sur le chantier comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que Maître Rui VALENTE indique d'autre part que le local de repas existe, conformément à la photo sur la page 3 du compte rendu précité;

Que Maître Rui VALENTE indique que l'installation électrique est en cours d'achèvement et de régularisation par la société ... et dès que la régularisation serait terminée sa mandante ferait parvenir les documents y relatifs à l'Inspection du travail et des mines;

Que Maître Rui VALENTE indique que l'échafaudage actuel serait démonté et un nouvel échafaudage serait remonté, dès réouverture du chantier, par la société ...;

Que Maître Rui VALENTE indique que les équipements de protections individuelles ont été revus et actualisés par la société ... précitée;

Que Maître Rui VALENTE indique que l'amiante qui était présente sur le chantier a été retirée par la société ..., société spécialisée dans le domaine de l'amiante, qui a évacué l'amiante du chantier à ... pour un montant de 2.500 €- ;

Que Maître Rui VALENTE indique que Monsieur ... a suivi une formation relative à la manipulation des produits contenant de l'amiante en date du 13 mars 2019 et que dès réception du certificat, sa mandante nous le ferait parvenir dans les meilleurs délais;

Que Maître Rui VALENTE indique que la société ... SARL, préqualifiée, a effectué toutes les diligences afin de régulariser le chantier à ...;

Que Maître Rui VALENTE indique qu'il y a lieu de réviser la décision et d'annuler l'amende, sinon la réduire à une proportion minime;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de mettre à disposition des salariés un local pour la prise des repas ou de fournir d'autres facilités pour prendre les repas dans des conditions satisfaisantes, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire installer une armoire électrique de chantier, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de ne pas brancher des rallonges et des équipements de travail (scie circulaire et meuleuse d'angle) au réseau électrique existant avant une sécurisation correcte du réseau électrique, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de mettre en place des garde-corps solides et comportant au moins une plinthe de butée, une lisse intermédiaire et une lisse supérieure, espacées de 47 cm maximum, pour prévenir les risques et dangers de chutes de hauteur, notamment pour les travaux de toiture, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que lors du recontrôle du 28 février 2019, ..., inspecteur principal du travail et ..., agent de l'Inspection du travail et des mines, ont constaté que les salariés ..., né le ..., et ..., né le ..., ont travaillé sur la toiture du lieu de travail situé à ... sans les protections de chutes de hauteur, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis, avant de continuer les travaux de toiture, de mettre en place les protections collectives, à savoir, des échafaudages de recueil, muni d'un garde-corps d'au moins 1,50m de hauteur et des protections latérales le long des pignons de

toit, et de mettre en place sur l'échafaudage un filet de recueil adapté, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de mettre en conformité l'échafaudage, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire contrôler l'échafaudage par une personne compétente, d'établir le procès-verbal de contrôle et de l'afficher de manière visible sur l'échafaudage, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le nom et le certificat de formation des salariés qui vont réaliser les travaux de montage ou démontage de l'échafaudage, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines la preuve que les échelles non conformes constatées sur le chantier ont été enlevées du chantier et ont été rendus inutilisables, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le plan de démolition contenant une étude préalable de l'ouvrage à démolir et les précautions, méthodes et procédures appropriés afin d'éviter la chute de personnes et de matériaux, l'écroulement inopiné de parties de la construction en cours de démolition et les dangers inhérents liés au matériel de démolition, notamment en présence de matériaux contenant de l'amiante ou dégageant des poussières nocives, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le résultat de l'analyse établi par une personne possédant les qualifications requises portant sur les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante constatés sur le chantier, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines la preuve que les poutrelles en bois se trouvant dans un état vétuste, détérioré et fissuré ont été rendus inutilisables, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'inspection du travail et des mines la preuve de la mise à disposition aux salariés des équipements de protection individuelle adéquats, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines le plan de travail pour le démontage des plaques en amiante-ciment, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, a omis de faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines les noms des salariés ayant procédé à l'enlèvement des plaques en amiante-ciment sur l'ancienne toiture et la preuve que ces salariés ont reçu une formation adéquate pour l'exécution de ces travaux, comme réclamé par l'injonction du 20 février 2019;

Que suite au recontrôle effectué en date du 28 février 2019 sur le chantier sis à ..., l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que les travaux; notamment les travaux de construction de cloisons intérieures, de décoffrage de la dalle sous toiture, de coffrage d'un escalier menant du niveau rez-de-chaussée vers l'étage sous toiture, de voligeage de la toiture, de pose de gouttières, de recouvrement de la toiture en zinc et de pose de plaques isolantes en polystyrène gris sur les façades latérales et la façade frontale; ont été poursuivis depuis le 20 février 2019 malgré la fermeture du lieu de travail situé à ... qui a été prononcée oralement le 19 février 2019 par les membres de l'inspection du travail ... et ..., et malgré l'injonction du 20 février 2019 du Directeur de l'Inspection du travail et des mines imposant à la société ... SARL, préqualifiée, la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L.614-8 du Code du travail et sans qu'une mainlevée de cette fermeture et évacuation du lieu de travail n'ait été prononcée par le Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Que les salariés ..., né le ..., ..., né le ..., et ..., né le ..., travaillant sur le lieu de travail situé à ... lors du recontrôle effectué en date du 28 février 2019, ont confirmé être occupés comme salariés par la société ... SARL, préqualifiée;

Que le salarié ..., né le ..., a reconnu avoir travaillé sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 28 février 2019;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé avoir procédé à la pose des panneaux de zinc sur la toiture et qu'il occupe le poste de maçon auprès de l'entreprise précité et non un poste de couvreur de toiture;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé ne pas avoir été informé de la part de l'employeur qu'une fermeture du lieu de travail situé à ... a été ordonnée par le Directeur de l'Inspection du travail et des mines;

Que le salarié ..., né le ..., a reconnu avoir travaillé sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 28 février 2019;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé avoir procédé à la pose des panneaux de zinc sur la toiture et la pose de gouttières;

Que le salarié ..., né le ..., a reconnu avoir travaillé sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 28 février 2019;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé avoir procédé au décoffrage de la dalle, avoir poursuivi la pose des bancs de fenêtres et la construction des murs intérieurs, avoir confectionné le coffrage de l'escalier menant du niveau rez-de-chaussée vers l'étage sous toiture;

Que le salarié ..., né le ..., a affirmé que le salarié ..., né le ..., a également continué à travailler sur le lieu de travail situé à ... pendant la période du 20 février 2019 jusqu'au 27 février 2019;

Que lors du recontrôle du chantier en date du 28 février 2019, l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que la société ...

SARL, préqualifiée, n'a pas donné une suite immédiate à la mise à disposition d'un local de repas pour la prise des repas dans des conditions satisfaisantes, et que les affirmations de Maître Rui VALENTE dans l'opposition de du 1^{er} avril 2019 s'avèrent être inexactes;

Que partant à la date du 28 février 2019, la société ... SARL, préqualifiée, n'avait pas encore mis à disposition des salariés un local salubre pour la prise des repas, soit 9 jours après le contrôle du 19 février 2019;

Que lors du recontrôle du chantier en date du 28 février 2019, l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que le réseau électrique n'était toujours pas sécurisé et que des équipements de travail (scie circulaire et meuleuse d'angle) pour faire des travaux de toiture étaient branchés avec des rallonges sur ledit réseau électrique et qu'il ne suffisait pas d'achever une installation électrique et de la faire régulariser par la société ..., comme expliqué dans l'opposition de Maître Rui VALENTE du 1^{er} avril 2019, alors que conformément à l'injonction du 20 février 2019, la société ... SARL, préqualifiée, a été enjointe de sécuriser le réseau électrique correctement contre les risques d'électrocution en installant une armoire électrique de chantier conforme et que par conséquent, il était interdit à la société ... SARL, préqualifiée, de brancher des rallonges ou un équipement de travail au réseau électrique existant;

Que lors du recontrôle du chantier en date du 28 février 2019, l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que l'échafaudage n'a pas été mis en sécurité, qu'aucun panneau d'interdiction d'utilisation a été apposé sur l'échafaudage, que l'échafaudage a été bâché du côté postérieur du bâtiment pour dissimuler le plancher de travail en bois dépourvu de garde-corps solides, que le plancher de travail en bois précité était renforcé par un étau pour limiter la flexion de la planche, voir même pour empêcher une rupture de celle-ci et que partant à la date du 28 février 2019, la société ... SARL, préqualifiée, n'avait pas encore mis à disposition des salariés un échafaudage conforme, soit 9 jours après le recontrôle du 28 février 2019;

Que lors du recontrôle du chantier en date du 28 février 2019, l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que des travaux de toiture étaient en cours et que des salariés se trouvaient sur ladite toiture sans protections contre les chutes de hauteur et qu'il ne suffisait pas de démonter l'échafaudage actuel et de remonter un nouvel échafaudage, dès réouverture du chantier par la société ... comme expliqué dans l'opposition de Maître Rui VALENTE du 1^{er} avril 2019, alors que conformément à l'injonction du 20 février 2019, la société ... SARL, préqualifiée, a été enjointe de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en place des protections collectives, à savoir, des échafaudages de recueil, muni d'un garde-corps d'au moins 1,50m de hauteur, adapté aux travaux de toiture pour prévenir les risques et dangers de chutes des salariés; des protections latérales le long des pignons de toit et la mise en place sur l'échafaudage d'un filet de recueil adapté et que par conséquent, il était interdit à la société ... SARL, préqualifiée, d'exécuter des travaux de toitures sans les protections collectives précitées;

Que lors du recontrôle du chantier en date du 28 février 2019, l'inspecteur principal du travail ... et l'agent de l'Inspection du travail et des mines ... ont constaté que le chantier a été nettoyé et que les débris d'amiante mélangés avec les déchets de construction ont été enlevés, que ces débris d'amiante n'ont pas pu être retiré par la société ..., société nouvelle, sise à F-..., comme expliqué dans l'opposition de Maître Rui VALENTE du 1^{er} avril 2019, alors que la société ..., préqualifiée, a seulement certifié avoir évacué l'amiante chez Monsieur

... en date du 3 janvier 2019, soit plus que 6 semaines avant le contrôle du 19 février 2019 et que partant les affirmations de Maître Rui VALENTE dans l'opposition de du 1er avril 2019 quant à l'évacuation de l'amiante du chantier à ... s'avèrent être inexactes;

Qu'en plus la société ... société nouvelle, préqualifiée, n'a pas certifié, ni fourni une preuve quelconque être une société spécialisée dans le domaine de l'amiante, contrairement à ce qui est prétendu inexactement dans l'opposition de Maître Rui VALENTE du 1^{er} avril 2019;

Que la société ... SARL, préqualifiée, n'a pas fourni ni un diagnostic-inventaire amiante complet, ni le nom de l'entreprise agréée qui a évacué les débris d'amiante mélangés avec les déchets de construction stockés sur le chantier, ni une copie de l'élimination de ces déchets, alors que conformément à l'injonction du 20 février 2019, la société ... SARL, préqualifiée, a été enjointe de faire réaliser un diagnostic-inventaire amiante complet, de faire éliminer les déchets en amiante-ciment par une entreprise agréée dans des emballages clos appropriés revêtus d'étiquettes indiquant qu'ils contiennent de l'amiante et de faire parvenir une copie du certificat de l'élimination des déchets à l'inspection du travail et des mines;

Que la société ... SARL, préqualifiée, n'a pas pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et santé des salariés et plus particulièrement pour prévenir les chutes de hauteur sur la toiture, telles que indiquées et requises par l'injonction du 20 février 2019 et n'a pas respecté la fermeture du lieu de travail situé à ... qui a été prononcée oralement le 19 février 2019 par les membres de l'inspection du travail ... et ... et n'a pas respecté l'injonction du 20 février 2019 du Directeur de l'inspection du travail et des mines lui imposant la fermeture et l'évacuation du lieu de travail conformément à l'article L.614-8 du Code du travail;

Que les motifs invoqués par la société ... SARL, préqualifiée, dans son opposition ne sauraient être retenus et ne permettent dès lors pas une décharge de l'amende administrative;

*Par ces motifs
le Directeur de l'Inspection du travail et des mines*

se déclare compétent pour connaître de l'opposition introduite par la société ... SARL, sise à L-..., en qualité d'employeur,

la dit recevable mais non fondée;

confirme l'imposition de l'amende administrative « ... » de 25.000 euros qui a été retenue au sein de la décision du 18 mars 2019 du Directeur de l'inspection du travail et des mines, ainsi maintenue à l'encontre de la société ... SARL, préqualifiée. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 17 septembre 2019, la société ... a fait introduire, malgré une formulation quelque peu ambiguë du dispositif de son recours, laquelle est cependant éclaircie dans le corps de la requête où il est expressément précisé que la requérante sollicite l'annulation sinon la réformation des décisions directoriales des 18 mars et 17 juin 2019, un recours tendant principalement à l'annulation et subsidiairement à la réformation de la décision directoriale précitée du 18 mars 2019 lui ayant infligé une amende administrative d'un montant de 25.000 euros, confirmée par la décision prise en date du 17 juin 2019 suite à son opposition du 1^{er} avril 2019.

Encore qu'un demandeur entende exercer principalement un recours en annulation et subsidiairement un recours en réformation, le tribunal a l'obligation d'examiner en premier lieu la possibilité d'exercer un recours en réformation, l'existence d'une telle possibilité rendant irrecevable l'exercice d'un recours en annulation contre la même décision¹.

En application de l'article L.614-14 du Code du travail, « *toutes les décisions administratives prises sur base des dispositions de la présente loi sont soumises au recours en réformation visé à l'article 3 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif* ».

En l'espèce, les décisions critiquées ont été prises sur base de l'article L.614-13 du Code du travail et portent sur la fixation d'une amende administrative décidée à l'encontre de la demanderesse, de sorte que le tribunal administratif est compétent pour connaître du recours en réformation introduit, à titre subsidiaire, contre les décisions litigieuses.

Il n'y a partant pas lieu de statuer sur le recours principal en annulation et sur le moyen d'irrecevabilité y relatif, tel que développé par le délégué du gouvernement dans son mémoire en réponse, cet examen étant devenu surabondant.

Dans son mémoire en réponse, la partie étatique soulève encore l'irrecevabilité du recours en réformation pour autant qu'il est dirigé contre la décision directoriale du 18 mars 2019 pour avoir été introduit tardivement.

La demanderesse n'a pas pris position par rapport à ce moyen d'irrecevabilité ni à travers un mémoire en réplique ni oralement à l'audience publique des plaidoiries.

Il y a, tout d'abord, lieu de relever que l'article L.614-14 du Code du travail n'impose aucune restriction quant aux décisions à déférer au tribunal de céans, dans le cadre du recours en réformation, en ce que ledit article admet un tel recours contre « [...] *toutes les décisions prises sur base des dispositions de la présente loi* [...] », sans le limiter aux seules décisions prises suite à l'introduction d'une opposition auprès du directeur, au sens de l'article L. 614-13 du Code du travail, par les personnes concernées par la décision initiale infligeant une amende administrative. Cette analyse se trouve encore corroborée par le fait que la décision directoriale litigieuse du 18 mars 2019 indique, en tant que voie de recours, à côté de l'obligation pour les personnes concernées de former une opposition contre ladite décision, les dispositions précitées de l'article L. 614-14 du Code du travail concernant la possibilité d'introduire directement un recours en réformation auprès du tribunal administratif.

A cela s'ajoute que l'introduction d'une opposition, telle que prévue à l'article L. 614-13 du Code du travail, doit être assimilée à un recours gracieux permettant aux personnes concernées de voir réexaminer la décision litigieuse par l'autorité compétente en lui soumettant des éléments factuels et juridiques nouveaux, l'exercice d'une telle voie de recours précontentieuse ayant pour effet de suspendre le délai de recours contentieux qui ne recommence à courir qu'une fois que la décision sur opposition n'a été rendue, de sorte à permettre à l'administré concerné d'exercer, suite à cette nouvelle décision, un recours en réformation tant contre la décision initiale que contre la décision sur opposition.

¹ Trib. Adm., 4 décembre 1997, n° 10404 du rôle, Pas. adm. 2020, V° Recours en réformation n° 4 et les autres références y citées.

Il s'ensuit que dans la mesure où le recours en réformation sous examen a été introduit endéans le délai légal de trois mois à compter de la notification de la décision sur opposition le 18 juin 2019, le recours contentieux ayant été introduit le 17 septembre 2019, le moyen d'irrecevabilité, tel que soulevé par la partie étatique dans son mémoire en réponse, est à rejeter pour ne pas être fondé.

A défaut d'autres moyens d'irrecevabilité, le recours en réformation sous examen est à déclarer recevable pour avoir, par ailleurs, été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

A l'appui de son recours et en fait, la demanderesse, après avoir passé en revue les rétroactes repris ci-dessus, expose ne pas avoir pu finaliser les travaux de mise en conformité du chantier avant le deuxième contrôle de l'ITM en date du 28 février 2019 pour ne pas avoir disposé du temps nécessaire, le premier contrôle datant du 19 février 2019. Elle invoque, dans ce cadre, encore, d'une part, le compte-rendu de visite du chantier litigieux dressé par la société ... le 14 mars 2019 duquel il ressortirait que le chantier aurait été complètement nettoyé et que le tri des matériaux aurait été effectué et, d'autre part, le courrier électronique de son litismandataire par lequel ce dernier aurait communiqué tous les documents requis à l'ITM et aurait explicité toutes les démarches entreprises pour régulariser le chantier litigieux.

En droit, la société ... fait, tout d'abord, valoir que la décision litigieuse du 18 mars 2019 lui ayant infligé une amende d'un montant de 25.000 euros, devrait encourir la réformation pour erreur manifeste d'appréciation des faits dans le chef du directeur. La demanderesse considère en effet avoir réservé les suites nécessaires à l'injonction de l'ITM du 20 février 2019 et avoir fait tout ce qui aurait été en son pouvoir pour régulariser sa situation dans les meilleurs délais, ce que le directeur n'aurait nullement pris en compte à travers la décision litigieuse du 18 mars 2019.

Elle conclut finalement à la réformation de la décision directoriale du 17 juin 2019 ayant rejeté son opposition du 1^{er} avril 2019 et ayant confirmé le montant de 25.000 euros de l'amende prononcée à son encontre pour violation du principe de proportionnalité. Dans ce contexte, la demanderesse soutient qu'au regard de ses efforts de se conformer, dans les meilleurs délais, aux exigences de l'injonction du 20 février 2019, le montant de l'amende serait à réduire à sa juste proportion.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours en tous ses moyens.

Aux termes de l'article L-614-13 du Code du travail « *(1) En cas de non-respect endéans le délai imparti, des injonctions du directeur ou des membres de l'inspection du travail, dûment notifiées par écrit, conformément aux articles L. 614-4 à L. 614-6 et L. 614-8 à L. 614-11, le directeur de l'Inspection du travail et des mines est en droit d'infliger à l'employeur, à son délégué ou au salarié une amende administrative.*

(2) La notification de l'amende à l'employeur, à son délégué ou au salarié destinataire s'effectue moyennant lettre recommandée ou contre signature apposée sur le double de la décision.

(3) En cas de désaccord, l'employeur, son délégué ou le salarié destinataire doit former opposition par écrit motivé endéans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de l'amende administrative, moyennant notification, par lettre recommandée ou

contre signature sur le double de sa réclamation, au directeur de l'Inspection du travail et des mines.

(4) En cas d'opposition, le directeur de l'Inspection du travail et des mines prend au vu de la motivation écrite lui notifiée par l'employeur, son délégué ou le salarié destinataire une nouvelle décision motivée, à caractère contradictoire, qui est à son tour notifiée tel que disposé au paragraphe (2) du présent article.

A défaut d'opposition régulièrement notifiée, l'amende administrative devient immédiatement exigible à l'expiration du délai d'opposition. En cas de non-paiement suivant le mode de règlement prescrit, elle fera l'objet d'un recouvrement forcé par exploit d'un agent de l'administration compétente, consécutivement à la signification d'un commandement à toutes fins à charge du contrevenant.

(5) Le montant de l'amende administrative est fixé selon le degré de gravité de l'infraction par le directeur de l'Inspection du travail et des mines à:

a) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application de l'article L.614-4;

b) entre 1.000 euros et 25.000 euros pour les infractions qui ont été notifiées en application de l'article L.614-5;

c) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application des articles L.614-6 et L.614-8 à L.614-11.

Pour fixer le montant de l'amende, le directeur de l'Inspection du travail et des mines prend en compte les circonstances et la gravité du manquement ainsi que le comportement de son auteur.

En cas de récidive dans le délai de deux ans, ces amendes peuvent être portées au double du maximum.

L'Administration de l'enregistrement et des domaines est chargée du recouvrement des amendes administratives qui lui sont communiquées par le directeur de l'Inspection du travail et des mines par la transmission d'une copie des décisions de fixation.

Le recouvrement est poursuivi comme en matière d'enregistrement. ».

En l'espèce, la décision d'infliger une amende à la demanderesse repose sur deux reproches, à savoir, d'une part, le fait de ne pas avoir pris les mesures requises en vue de la mise en sécurité du chantier endéans le délai imparti par l'injonction du 20 février 2019, ainsi que celui de ne pas avoir respecté l'arrêt de travail prononcé oralement en date du 19 février 2019 et confirmé par écrit le lendemain.

En ce qui concerne tout d'abord l'affirmation de la demanderesse, selon laquelle elle aurait, dès la réception de l'injonction émise par l'ITM, pris toutes les dispositions nécessaires afin de régulariser toutes les infractions constatées, mais que le délai de 8 jours depuis l'injonction, soit lors du « recontrôle » du 28 février 2019, aurait été insuffisant pour pouvoir régulariser la situation, force est de relever qu'il ressort de l'injonction du 20 février 2019 que la demanderesse a été sommée « d'instaurer sans délai les mesures d'urgences nécessaires afin de régulariser ces faits et infractions » constatés, au motif « que ces faits et infractions mettent en danger la sécurité et la santé des salariés ».

Ainsi, la demanderesse ne saurait en conclure que le fait pour elle de ne pas avoir encore donné de suites à ladite injonction une semaine plus tard, tel que constaté à l'occasion du

« recontrôle » du 28 février 2019, ne peut pas être considéré comme une inexécution fautive de l'injonction litigieuse.

A cela s'ajoute qu'au moment du recontrôle, la demanderesse - mis à part un nettoyage du chantier sans fourniture de la preuve que les déchets de chantier ayant contenu des débris d'amiante auraient été enlevés par une société agréée et mis dans une décharge agréée - n'avait pas procédé au moindre travail de sécurisation élémentaire du chantier, tels que notamment la sécurisation de l'installation de distribution électrique, respectivement des échafaudages litigieux, notamment par l'installation de panneaux d'interdiction d'utilisation, mais avait, au contraire, fait travailler ses salariés, de sorte à avoir mis gravement en péril leur sécurité et leur santé. Les inspecteurs de l'ITM ayant effectué le recontrôle le 28 février 2019 ont ainsi dû constater que les salariés de la demanderesse avaient continué à utiliser, depuis la fermeture du chantier prononcée oralement le 19 février 2019, pour faire des travaux de toiture, d'une part, l'installation électrique non conforme en y branchant des rallonges et des équipements de travail, telles qu'une scie circulaire et une meuleuse d'angle, et, d'autre part, l'échafaudage litigieux qui ne les protégeait pas contre les chutes.

Il s'ensuit que les décisions déférées ne sauraient encourir la moindre critique en ce qui concerne le constat suivant lequel, en date du 18 mars 2019, la demanderesse n'avait pas donné de suite à la très grande majorité des injonctions relatives à la mise en conformité du chantier en vue de garantir la sécurité des travailleurs.

En ce qui concerne le deuxième reproche tenant à la continuation, malgré la fermeture du chantier, des travaux autres que ceux nécessaires à la remise en état pour assurer la sécurité et la santé des salariés, force est de relever que la demanderesse ne prend aucunement position par rapport à celui-ci, mais se contente d'affirmer qu'elle aurait envoyé tous les documents requis et d'avoir régularisé les travaux.

Au regard des explications circonstanciées du délégué du gouvernement, lequel a repris l'ensemble des infractions constatées par l'ITM, tant lors du 1^{er} contrôle le 19 février 2019 que lors du recontrôle du 28 février 2018, qui sont encore appuyées par le dossier administratif et plus particulièrement par l'injonction du 20 février 2019 et le rapport de contrôle de l'ITM du 28 février 2019, il est constant en cause que la demanderesse a continué à travailler sur le chantier litigieux en y construisant des cloisons intérieurs, en procédant au décoffrage de la dalle sous toiture, en réalisant le coffrage d'un escalier intérieur menant du rez-de-chaussée vers l'étage sous toiture, ainsi que le voligeage de la toiture, en posant des gouttières et des plaques isolantes sur les façades latérales, et en réalisant le recouvrement de la toiture en zinc, au mépris de l'injonction de fermeture de chantier lequel continuait à présenter les risques de sécurité notamment au niveau de l'installation électrique de chantier et au niveau de l'échafaudage.

Il résulte de ces considérations que la demanderesse avait également été en défaut de respecter l'arrêt des travaux tel qu'ordonné oralement en date du 19 février 2019 et confirmé par écrit le lendemain.

Au vu des constats faits ci-avant, il échet de retenir que c'est à bon droit que le directeur de l'ITM a pris la décision de prononcer une sanction à l'encontre de la demanderesse, sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation des faits.

Quant au moyen de la demanderesse fondé sur une violation du principe de proportionnalité, en ce qui concerne *le quantum* de l'amende prononcée, à savoir 25.000 euros, il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article L. 614-13 (5) du Code du Travail, tel que cité ci-avant, le montant de l'amende est fixé en appréciation des circonstances et de la gravité du manquement ainsi que du comportement de son auteur.

Or, la demanderesse ne saurait être suivie dans son argumentation suivant laquelle le montant de l'amende serait disproportionné au regard des démarches entreprises par ses soins et la régularisation rapide des infractions constatées, alors que les manquements en termes de sécurité, en violation notamment du règlement grand-ducal du 27 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, constatés le 19 février 2019, ont été à ce point graves que les agents et ensuite le directeur de l'ITM ont été obligés de prononcer un arrêt immédiat des travaux. Ainsi, tel que l'a rappelé le délégué du gouvernement de manière non valablement contestée par la demanderesse :

- La demanderesse n'avait pas désigné un coordinateur en matière de sécurité et de santé ;
- elle est restée en défaut de présenter tant un plan général qu'un plan particulier de sécurité et de santé,
- elle n'avait pas communiqué un avis préalable à l'ITM dix jours avant le début des travaux,
- le chantier était maintenu en désordre et en état de salubrité insatisfaisant,
- aucune zone de stockage du matériel de construction n'avait été prévue,
- un cabinet d'aisance et un lavabo approprié avec eau courante faisaient défaut,
- le local destiné au repos pendant l'interruption du travail était en désordre et en état de salubrité insatisfaisant,
- les installations électriques constatées sur le chantier lors du contrôle ne présentaient pas un état correct d'utilisation et aucune preuve de vérification ou d'entretien par une société d'installation électrique n'a pu être présentée,
- des garde-corps solides comportant une plinthe de butée, une main courante et une lisse intermédiaire servant à prévenir les chutes de hauteur faisaient défaut,
- l'échafaudage présentait plusieurs anomalies du point de vue sécurité, notamment le manque d'une plinthe de butée, d'une main courante et d'une lisse intermédiaire servant à prévenir les chutes de hauteur,
- les échelles présentes sur le chantier étaient dans un état détérioré et non conformes,
- la demanderesse n'avait pas pu présenter à l'ITM un plan de démolition,
- les éléments de coffrage, à savoir les étançons et les poutrelles en bois étaient dans un état vétuste et détérioré,
- les salariés étant intervenus sur les installations électriques ne disposaient pas des habilitations nécessaires,
- certains salariés présents sur le chantier ne portaient pas d'équipements de protection individuelle, respectivement n'avaient pas à leur disposition ces dispositifs,
- la demanderesse a fait effectuer des travaux de désamiantage par des salariés qui ne disposaient pas de la formation appropriée, sans procéder préalablement à un diagnostic-inventaire amiante et sans établir un plan de travail sur les activités de désamiantage prévues à l'air libre.

Alors même qu'elle avait été avertie par l'injonction du 20 février 2019 qu'à défaut de mise en conformité et d'instauration des mesures nécessaires afin de régulariser les infractions constatées, elle serait passible d'une amende administrative prévue à l'article L.614-13 du Code du travail, force est de relever qu'il a dû être constaté par l'ITM, lors du « recontrôle » du 28 février 2019, que non seulement les mesures d'urgence portant sur la sécurité du chantier n'avaient pas été exécutées une semaine après l'injonction y relative, mais également que les travaux de construction et de toiture avaient été poursuivis entre la période du 20 février 2019 et du 28 février 2019, malgré l'arrêt de travail immédiat du 19 février 2019 ordonné en raison du risque grave pour la sécurité et la santé des travailleurs. En effet, il ressort du rapport du « recontrôle » du 28 février 2019, que des travaux, comme la construction de murs, des travaux de coffrage et de décoffrage, ainsi que des travaux de toiture n'ont pas été arrêtés, et ce, sans que les problèmes de sécurité aient été réglés.

A cela s'ajoute que toutes les démarches de la demanderesse en vue de régulariser la situation du chantier litigieux n'ont été entamées qu'après le contrôle du 28 février 2019, de sorte qu'il peut être légitimement admis qu'elle aurait encore continué à travailler, malgré les irrégularités graves susceptibles d'affecter la santé et la sécurité des salariés intervenant sur ledit chantier, sans remédier aux défauts constatés, si le second contrôle n'avait pas eu lieu.

Il y a ainsi lieu de retenir que c'est à bon droit que le directeur a infligé une amende exemplaire à l'égard de la demanderesse qui non seulement ne s'est pas souciée de donner suite à la plupart des problèmes de sécurité relevés lors du contrôle du 19 février 2018, mais encore n'a pas respecté la fermeture de chantier ordonnée, en continuant, ainsi, à faire travailler ses salariés dans des conditions mettant gravement en danger leur sécurité et leur santé.

En effet, non seulement les manquements de sécurité étaient d'une gravité accrue, mais par son attitude, marquée par une insouciance et une désinvolture certaine, la demanderesse, en continuant de travailler malgré la fermeture de chantier et sans sécuriser le chantier par rapport aux points relevés par l'ITM, a encore manqué de respect tant à l'égard de cette dernière qu'à l'égard de ses propres travailleurs occupés sur le chantier litigieux.

En ce qui concerne finalement le montant retenu pour l'amende prononcée à l'égard de la demanderesse, l'article L. 614-13 du Code du Travail laisse une large marge d'appréciation au directeur de l'ITM en ce qui concerne le montant à prononcer à titre d'amende administrative. Dans le cadre d'un recours en réformation, le tribunal est amené à apprécier les faits commis par le demandeur en vue de déterminer si la sanction prononcée par l'autorité compétente a un caractère proportionné et juste, en prenant en considération la situation dans son ensemble, étant précisé que dans le cadre d'un recours en réformation, le juge est amené à apprécier la décision déférée quant à son bien-fondé et à son opportunité, avec le pouvoir d'y substituer sa propre décision, impliquant que cette analyse s'opère au moment où il est appelé à statuer.

En l'espèce, et au vu des considérations qui précèdent, force est de retenir que la demanderesse n'a pas fourni d'éléments de nature à établir une disproportion dans la fixation de l'amende qui, même si elle s'élève au maximum prévu par la loi, est amplement justifiée par les circonstances de l'espèce, la gravité des manquements ainsi que le comportement de la demanderesse. Il s'ensuit que le moyen relatif à une disproportion de l'amende prononcée est également à rejeter.

Aucun autre moyen n'ayant été soulevé en cause, le présent recours en réformation est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours subsidiaire en réformation ;

au fond, le déclare non justifié, partant le rejette ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours principal en annulation ;

condamne la demanderesse aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 13 octobre 2020 par :

Thessy Kuborn, vice-président,
Paul Nourissier, vice-président,
Géraldine Anelli, juge,

en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 13 octobre 2020
Le greffier du tribunal administratif